



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours-Prochainement-en,3337>

Chronique

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2013 - N° 1147 - novembre 2013 -

Date de mise en ligne : mercredi 29 janvier 2014

Date de parution : novembre 2013

Description :

Jean-Pierre Mon s'étonne du "paradoxe" que semblent découvrir les économistes en matière de créations d'emplois et ne se montre guère optimiste sur l'efficacité des politiques environnementales.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Paradoxe ?

Le supplément du Monde, Eco&Entreprise, des 8 et 9 septembre, s'étonnait de « la situation paradoxale de l'économie américaine ». L'indicateur économique le plus attendu de la rentrée aux États-Unis était la publication, par le département du travail, des chiffres de l'emploi pour le mois d'août. Grosse surprise : le taux de chômage a baissé alors que le marché de l'emploi a retrouvé son niveau de décembre 2008. Autres bonnes nouvelles : « la croissance est en hausse (+ 2,5% au deuxième trimestre), la masse salariale augmente, le marché immobilier rebondit, les bénéfices des entreprises sont solides... » mais, « paradoxalement » les créations d'emplois sont moins nombreuses que prévu.

Les économistes orthodoxes font des contorsions pour trouver des explications au fait qu'on constate une augmentation du nombre des allocataires de pensions d'invalidité, qui atteindrait 1,8 million... (les Américains deviennent-ils "tire-au-cul" comme les Français ?). « On assiste à une polarisation du marché du travail. Les embauches se concentrent sur les emplois très qualifiés ou peu qualifiés. Ce qu'on appelle les "emplois routiniers", intermédiaires, occupés par la classe moyenne, disparaissent avec la crise et ne sont pas remplacés sous le double effet de la mondialisation et de l'amélioration de la productivité » [1]. Ce que confirme dans le Wall Street Journal J. Carson, directeur de la recherche économique chez AllianceBernstein : « Nous sommes capables de produire beaucoup de produits avec plus de capital et avec moins de travail ». Une découverte !

Nous n'avons rien entendu d'approchant dans l'émission C dans l'air, qui traitait du même sujet après la publication des statistiques erronées de l'Insee faisant état du même "paradoxe" en France, et aucun des distingués économistes qui participaient à l'émission n'a eu la grossièreté d'envisager une réduction de la durée du travail ! Il est vrai que pour cela soit possible, il faudrait que nous ne soyons plus en régime capitaliste.

L'environnement attendra

Dans le rapport Tendances et projections en Europe 2013 - À la recherche des progrès vers les objectifs climatiques et énergétiques européens d'ici 2020 - qu'elle vient de publier, l'Agence européenne pour l'environnement affirme que ni l'Europe dans son ensemble, ni aucun pays de l'Union européenne, ne parviendront à respecter les trois engagements de la feuille de route décidée en 2008 : 1. réduire d'ici à 2020 de 20% par rapport à 1990 les émissions de CO₂, 2. améliorer, dans les mêmes proportions, l'efficacité énergétique et 3. augmenter de 20% la part des énergies renouvelables dans l'ensemble de la production. Le critère le plus difficile à satisfaire pour les pays de l'UE est celui de la réduction de la consommation d'énergie. Selon les estimations de l'Agence, seuls quatre pays (France, Allemagne, Bulgarie et Danemark) s'en approcheraient.

Elle avertit que, quoi qu'il advienne, crise ou pas crise, les consommations européennes d'énergie primaire avoisineront en 2020 les 1.500 Mtep [2], mettant l'objectif de réduction de la consommation absolument hors de portée. Par contre, « grâce à la crise, qui ralentit l'économie et le développement », l'UE se rapproche globalement de l'objectif de réduction de 20% des émissions de CO₂ mais la moitié des États ne pourront y parvenir que s'ils renforcent les mesures en cours.

Dans la course aux 20% d'énergies renouvelables, c'est chacun pour soi. L'estimation pour l'ensemble de l'Europe date un peu : en 2011 les énergies renouvelables y assuraient 13% de l'ensemble de la consommation, ce qui, à mi-chemin, permettait d'espérer atteindre l'objectif en 2020. Mais là aussi, la course se fait à plusieurs vitesses : la

France, la Belgique, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, Malte et la Lettonie restent encore en dessous du minimum fixé.

Le (mauvais) exemple allemand

Les pays européens indignés envers le gouvernement allemand, titrait le *Süddeutsche Zeitung* le 26 juillet dernier. Selon ce quotidien, le gouvernement allemand avait déjà obtenu, le 26 juin, le report du vote par le Conseil européen d'un texte destiné à limiter les émissions de CO2 par les automobiles. Il cherche maintenant des alliés pour le modifier. L'Allemagne voudrait ainsi protéger son industrie automobile, productrice de grosses berlines, elle estime insatisfaisantes les conditions prévues pour assurer la transition vers des véhicules moins polluants.

Le report du vote a été vivement critiqué par certains diplomates, cités par le journal, qui soulignent que « c'est la première fois qu'un compromis conclu, négocié entre le Parlement européen, la Commission et les partenaires, est ainsi remis en question ». Apparemment, ces critiques n'ont pas ému le gouvernement allemand qui, le 14 octobre, est parvenu à convaincre les ministres européens de l'environnement de repousser sine die leur vote sur des règles plus strictes pour contrôler les émissions de CO2 d'ici 2020, visant en priorité les grosses berlines allemandes. Le quotidien *Handelsblatt* du 15 octobre ironise : « L'industrie automobile peut compter sur Merkel ». Il précise : « Le report est un succès pour Merkel. Elle a ainsi accordé une pause à l'industrie allemande qui lui permet de souffler. C'est ce que les grands constructeurs automobiles lui avaient demandé avec insistance ». Une liste officielle, dont *Handelsblatt* a pris connaissance, démontre à quel point les contacts entre le gouvernement et les patrons de l'automobile sont intenses : pendant la dernière législature, les PDG de l'industrie automobile ont été accueillis 65 fois à la Chancellerie. Manifestement, ce rapport personnel ne leur a pas été défavorable.

[1] Iona Marinescu, professeur à l'université de Chicago

[2] 1.500 millions de tonnes d'équivalent pétrole